

Corps de femme, symbolisme et exercice de contre-pouvoirs légitimes au Burkina Faso.

SIGUE Moubassiré,

doctorant, Laboratoire Genre et Développement ; moubassire.sigue@yahoo.fr,

NEBIE Gaoussou,

doctorant, Laboratoire Société, Mobilité, Environnement, gaoussnebie@yahoo.fr,

BACYE Fidèle Yisso,

doctorant, Laboratoire Genre et Développement, fideleyisso@yahoo.fr,

Université Joseph Ki-Zerbo

Résumé

Dans le sillage de la démocratisation (libérale), les régimes politiques en Afrique, au Burkina Faso notamment, ont toujours été confrontés à des mouvements de contestations sociopolitiques dont les sources reposent à la fois sur le nombre de leurs manifestants, de leur structuration interne, de leur caractère non-violent (parce qu'il ne s'est jamais agi de guérillas), etc., mais aussi de leur rapport au symbolisme et au sacré. La particularité des mouvements sociaux au Burkina Faso réside également dans le constat d'une présence féminine de plus en plus accrue lors des manifestations publiques. De manière particulière, depuis l'assassinat du journaliste Norbert Zongo (13 décembre 1998), des femmes ont créé et animé des organisations féminines à caractère syndical.

Dans le présent article, il est globalement question du symbolisme du corps féminin comme source et ressource d'exercice de contre-pouvoirs « légitimes » au Burkina Faso. Alors, suivant une démarche qualitative, des entretiens menés auprès d'organisations à caractère syndical dans la ville de Ouagadougou, sont appuyés par une revue documentaire et une observation directe.

Mots clés : Mouvements sociaux, Femme, Pouvoir, Burkina Faso

Abstract

In the wake of (liberal) democratization, the political regimes in Africa, in Burkina Faso in particular, have always been confronted with movements of socio-political contestations whose sources are based at the same time on the number of their demonstrators, their internal structuring, their nonviolent character (because they never acted as guerrillas), etc., but also their relationship to symbolism and the sacred. The peculiarity of social movements in Burkina Faso also lies in the observation of a growing female presence during public events. In particular, since the murder of journalist Norbert Zongo (13 December 1998), women have created and run women's organizations of a trade union nature.

In this article, it is generally a question of the symbolism of the female body as a source and a resource for the exercise of "legitimate" counter-powers in Burkina Faso. Then, following a qualitative approach, interviews with trade union organizations in the city of Ouagadougou are supported by a literature review and direct observation.

Keywords: Social movements, Woman, Power, Burkina Faso

Introduction

Les régimes politiques rencontrés en Afrique, précisément au Burkina Faso, ont le plus souvent existé sous le couvert d'une « démocratie de façade » (Yao, 2012) qui, en toute apparence, semble favorable à la recrudescence de mouvements de contestations sociopolitiques. Très souvent, certains régimes¹ finissent par être emportés par l'agitation des contre-pouvoirs « légitimes ». Généralement, la plupart des mouvements sociaux tirent leurs sources et ressources d'exercice de contre-pouvoirs « légitimes » du nombre de leurs manifestants, de leur structuration interne, de leur caractère non-violent (parce qu'il ne s'est jamais agi de guérillas), etc., mais aussi de leur rapport au symbolisme et au sacré. La particularité des mouvements sociaux au Burkina Faso réside également dans le constat d'une présence féminine de plus en plus accrue lors des manifestations publiques (Rouamba, 2011). Aussi, depuis l'assassinat du journaliste Norbert Zongo (13 décembre 1998), des femmes ont créé et animé des organisations féminines à caractère syndical.

Dans le présent article, il est globalement question du symbolisme du corps féminin comme source et ressource d'exercice des contre-pouvoirs « légitimes » au Burkina Faso. Comment expliquer l'émergence de mouvements sociaux féminins au Burkina Faso ? Comment les représentations sociales du corps de la femme contribuent-elles à l'aboutissement des mouvements sociaux au Burkina Faso ? Quels sont les mécanismes de reconsidération de la place de la femme pour une égalité de genre dans la société burkinabè ? Pour les besoins d'informations, des leaders d'organisations syndicales féminines, des leaders masculins d'organisations de la société civile sont interviewés à Ouagadougou en plus d'une revue documentaire et une observation directe. Dans les lignes ultérieures, il est question respectivement des facteurs explicatifs de l'implication de la femme dans les luttes syndicales, des types de représentation du corps de la femme et son impact sur les mouvements sociaux, des mécanismes sociaux de reconsidération sociale de la femme en se fondant sur l'engagement des femmes dans les luttes syndicales. L'intérêt est de montrer que, de par la représentation collective du corps féminin, les femmes peuvent contribuer à l'ancrage de la démocratie au Burkina Faso.

1. Méthodologie

Trois principales techniques de collecte de données ont été mobilisées dans ce travail : la recherche documentaire, l'observation directe et l'entretien. Le recours à la revue documentaire obéit au principe selon lequel les sciences sociales sont cumulatives et se nourrissent des recherches antérieures. Les informations empiriques recueillies dans la ville de Ouagadougou (mois de mai 2019) ont abordé des acteurs aux profils divers et variés : des entretiens individuels semi-directifs auprès de leaders de femmes syndiquées ou d'organisations syndicales féminines, des leaders masculins d'organisations de la société civile ainsi que des acteurs institutionnels chargés de la question du genre. Ces entretiens ont porté sur les perceptions sociales du corps de la femme dans « le succès » des mouvements de revendications politico-sociales. Il s'est agi de cerner les implications de la représentation symbolique du corps de la femme dans l'aboutissement des mouvements sociaux. L'observation directe a porté sur les ressources matérielles mobilisées, les messages portant

¹ Tels que les régimes de Maurice Yaméogo (1960-1966) et de Blaise Compaoré (1987-2014), respectivement le 03 janvier 1966 et les 30-31 octobre 2014

sur les pancartes, banderoles, etc., l'itinéraire des différentes marches féminines ainsi que les lieux de rassemblement, une sorte d'approche iconographique pour plus d'intelligibilité du fait social. À la fin du travail de terrain, ce sont au total trente-deux (32) entretiens individuels qui ont été réalisés auprès de vingt une (21) femmes et onze (11) hommes. Au regard du caractère essentiellement qualitatif des informations collectées, la technique de traitement privilégiée a été l'analyse de contenu, une technique qui « offre la possibilité de traiter de manière méthodique des informations et des témoignages qui présentent un certain degré de profondeur et de complexité » (Quivy et Campenhoudt, 1995 : 230). Aussi l'analyse thématique du discours a consisté à repérer dans les entretiens l'ensemble des passages qui semblaient significatifs, puis à identifier, organiser et classer les thèmes qui émergeaient, dans la mesure où « la vigilance épistémologique s'impose (...) entre l'opinion commune et le discours scientifique » (Bourdieu et al.1983 : 27). L'analyse des données empiriques a ainsi consisté en une lecture systématique et répétée des entretiens pour dégager les thèmes centraux et récurrents regroupés selon une convergence de sens (Huberman et Miles, 1991), toute chose qui nous a permis de dégager un plan définitif d'analyse. Les résultats de la recherche sont regroupés en trois parties. La première partie interroge les raisons explicatives de la recrudescence de la participation de la femme aux mouvements sociopolitiques au Burkina Faso. La deuxième établit des rapports de causalité entre représentations sociales du corps de la femme et "succès" des mouvements socio-politiques et la dernière partie évoque des alternatives de reconsidération de la place de la femme pour une égalité de genre dans la société burkinabè.

2. Mouvements sociaux féminins : origines et fondements sociopolitiques au Burkina Faso

La participation de la femme à la vie sociopolitique n'est pas un fait de la modernité politique, c'est-à-dire une réalité réductible à la démocratisation au Burkina Faso. Elle n'est pas non plus réductible à une lutte de positionnements politiques des femmes, d'acquisition de postes politiques ou de pouvoir de décision par ces dernières. Or, la plupart des analyses ont été orientées dans un tel sens.

Aussi bien dans les sociétés patrilinéaires que matrilinéaires, les femmes ont toujours occupé des places, joué des rôles dans l'édification et la reproduction des systèmes politiques traditionnels² même si certaines estiment qu'une telle participation féminine s'est opérée de manière officieuse sans jamais conférer aux femmes le statut de « sujets politiques » (Rouamba, 2011). Sans nous engager dans le prolongement d'un tel débat, il est pourtant noté, de manière substantielle, que la colonisation et les religions importées ont plutôt bouleversé un ordre sociopolitique ancien où les femmes avaient la qualité de sujets politiques (Boserup, 1970 ; Goerg, 1997 ; Hugon, 1997). En effet, les femmes ont toujours eu un rôle actif ou passif dans la genèse et la perpétuation des ordres sociopolitiques, pré et post coloniaux sur fond de contestations.

Depuis les années d'indépendances « formelles » à nos jours, le constat d'une implication politique des femmes dans la vie politique s'est faite de manière progressive mais

²Quelques exemples pourraient permettre d'étayer de telles implications de figures féminines dans l'édification de systèmes politiques traditionnels en Afrique, au Burkina Faso notamment : la mytho-histoire de la princesse Yennenga révèle que Yennenga a donné naissance à Wedraogo, l'ancêtre de toutes les dynasties régnantes nakombse au Burkina Faso (Izard, 2003 ; Tiendrébègo, 1963), elle aurait fondé le premier centre de commandement nakombga (Balima, 1996). Il y a également eu Pabré, fille aînée de Naba Nasbiré (Tiendrébègo, 1963) et grâce à qui le Yatenga aurait vu le jour (Izard, 1983a ; Balima, 1996 ; Kawada, 1971).etc.

Comme dans les Moogo, les sociétés matrilinéaires akan ont été générées et reproduites dans une logique matriarcale

insatisfaisante au Burkina Faso (Rouamba, 2011). Suivant les analyses de la plupart des auteurs ayant allé dans le même sens que Rouamba (2011), l'absence d'une vie constitutionnelle, marquée par des autocraties, des « féodalités » et des totalitarismes sans État (Duval, 1986) apparaissent comme les terreaux de la non expression politique de la femme en politique. Mais qu'en est-il de l'engagement des femmes dans les luttes sociales, c'est-à-dire dans la genèse et la consolidation de mouvements sociaux féminins ?

En référence à quelques figures féminines au Burkina Faso pré et postcoloniales³, il apparaît que les femmes ont toujours été soit actives soit passives dans l'émergence des mouvements de contestations sociopolitiques. Par exemple, durant le premier gouvernement du Burkina Faso, précisément sous la 1^{ère} République de Maurice Yaméogo (1960-1966), quelques femmes se sont illustrées dans les mouvements sociaux mais en tant qu'auxiliaires dans les contre-pouvoirs « légitimes ». En effet, bien qu'elles aient joué un rôle actif dans le soulèvement du 03 janvier 1966 qui a conduit au départ de Maurice Yaméogo, les femmes n'étaient pas nombreuses et n'avaient pas non plus d'organisations syndicales autonomes. Pourtant, le jour du soulèvement populaire, « une poignée de femmes firent trembler les pylônes qui soutenaient la société voltaïque. (...) Jacqueline Ki-Zerbo fut arrêtée et libérée sous la pression des élèves » (Kéré, 2003)

Toutefois, sous la 4^{ème} République⁴, il a été constaté une recrudescence de la participation féminine dans les mouvements sociaux, mais toujours en tant qu'auxiliaires, c'est-à-dire toujours relayées en second plan. C'est l'assassinat du Journaliste Norbert Zongo et de ses compagnons d'infortune le 13 décembre 1998 qui a particulièrement contribué au renforcement, des mouvements sociaux et à l'implication massive des femmes dans les luttes sociopolitiques conduites sous l'égide du Collectif des Organisations Démocratiques de Masses et de Partis Politiques (CODMPP). « Les femmes du CODMPP » ont engagé une lutte, marché sur l'Assemblée Nationale le 10 avril 1999 (Rouamba, 2011). Mais, au fil du temps, il est constaté l'émergence de contre-pouvoirs authentiquement féminins agissant de concert avec les organisations mixtes. Dans le même temps, d'autres organisations féminines apparaissent comme une sorte de spécialisation des contre-pouvoirs mixtes. La spécialisation repose généralement sur l'idée qu'il existe des droits catégoriels, notamment féminins que les femmes sont bien placées pour défendre. Mais, en luttant pour les « droits catégoriels » (MBDHP, 2004), les femmes « battantes » (comme on les appelle couramment) estiment défendre non des femmes burkinabè, plutôt les droits de tous les Burkinabè :

« Nous luttons pour l'amélioration des conditions de vie pour un lendemain meilleur, l'amélioration du quotidien des burkinabè, particulièrement celui des femmes parce que quand ça ne va pas économiquement c'est la femme qui ressent la première au foyer » (enquêtée, membre de l'association Chant de Femmes, mai 2019).

Ainsi, les mouvements de contestations féminins, loin d'encourager le féminisme, s'inscrivent dans la quête d'une société où les droits de la femme sont respectés et où la femme s'épanouit. Il apparaît que, si les femmes se sont illustrées au Burkina Faso pré et postcolonial par leur implication dans le façonnement de la vie politique moderne ou traditionnel, de manière officielle ou officieuse, elles sont également des parties intégrantes dans l'animation des contre-pouvoirs existants. Elles ont soit agi dans le cadre de contre-pouvoirs mixtes, soit dans le cadre de contre-pouvoirs féminins ou individuellement. Ainsi, contrairement à ce qui est généralement en vogue, la participation de la femme à la vie

³ La princesse Guimbi Ouattara et Jacqueline Ki-Zerbo, cette dernière qui a été l'épouse du professeur Joseph Ki-Zerbo (Rouamba, 2011), sont illustratives.

⁴ Un régime qui a été amorcé dans le sillage de la démocratie libérale et suite à l'adoption de la Constitution du 02 juin 1991

politique ne se rapporte pas seulement à l'occupation de postes politiques mais aussi à son implication dans la genèse, la consolidation et la reproduction des contre-pouvoirs capables de susciter la naissance d'un monde où les droits de la femme sont respectés, où la femme s'épanouit. Mais, en quoi les perceptions symboliques du corps de la femme constituent-elles des variables stratégiques d'action des contre-pouvoirs féminins ?

3. Contribution des représentations sociales du corps de la femme au succès des mouvements sociaux au Burkina Faso

La présentation de la nudité des femmes dans l'exercice du contre-pouvoir n'est pas un fait typique au Burkina Faso. Dans la quasi-totalité de l'Afrique de l'Ouest, du sud et même centrale, des femmes ont défilé pour des raisons politiques. En 1961, Pauline Opango LUMUMBA, troisième femme de Patrice Lumumba, protesta seins nus au Congo contre l'assassinat de son époux. Déjà en 1929, des Nigérianes contre les britanniques protestèrent nues. La même situation a été enregistrée au Kenya sous la houlette de Wangari Maathai pour protester contre le gouvernement de Daniel Arap (Kandem, 2018).

A la question de savoir le pouvoir que recèle le corps de la femme qui fait que des femmes se mettent nues en public pour protester, J.K., un chef coutumier affirme :

« la femme est faible, elle n'a pas la même force que l'homme pour se battre. Se mettre nue est son dernier recours pour obtenir gain de cause. Si elle se met nue et que tu ne coopères pas, c'est une malédiction et tu peux même mourir »

Cette conception de la nudité de la femme est corroborée par Malonga (2014). Pour cet auteur, les événements tragiques en République Centrafricaine ont conduit les femmes à descendre dans les rues. Cette descente selon les termes de l'auteur est inhabituelle.

« une manifestation inhabituelle a eu lieu dans les rues de Zemio. Une centaine de femmes a traversé la ville les seins nus pour protester contre les actuelles violences sectaires. Pour elles, manifester la poitrine nue attirera la malédiction sur les responsables de ces violences » (Malonga, 2014 : 1).

Le corps de la femme est représenté comme une source de pouvoir. Si les autorités accèdent aux revendications féminines du fait des malédictiones que celles-ci pourraient proférer, cela est en réalité la crainte de l'ambivalence de la conception même de la femme. Comme le dit Kaboré (1987), la femme est perçue comme un être mystique. Elle est crainte et adulée. Elle peut bénir et maudire, de sorte que :

« même si elle ne dit rien, des paroles de feu naissent dans son cœur ; elle peut proférer des menaces ; mais il semble que le plus grave soit la malédiction accompagnée d'un geste qui consiste à soulever le bout de son sein (gauche) vers le ciel comme pour prendre le créateur ou les forces cosmiques à témoin » (Kaboré, 2014 :123).

Dans cette même logique, les populations se représentent la nudité de la femme mariée comme une affliction car, explique Sokari Ekine, Coordinatrice Internationale des Femmes du Delta du Niger

« le fait d'ôter ses vêtements, en particulier pour des femmes mariées et plus âgées, est une façon de déshonorer les hommes. Certains pensent que s'ils voient les corps nus, ils vont être affligés d'un grand mal ou sombrer dans la folie » (Ramasseul, 2013 : 4).

Ce pouvoir lié à sa féminité, lui confère une force latente crainte par les hommes. Perçue comme le foyer centrifuge des différentes forces de la nature, la femme est traditionnellement conçue à travers son énigme, la passerelle pour la vie sociale.

« Ainsi, la femme semble être le point de convergence de multiples forces de la nature, le lieu choisi où elles s'harmonisent pour donner la vie. Par conséquent, elle est puissante et garde d'énormes avantages sur l'homme qui lui voue en silence un respect mêlé de crainte et de méfiance » (Kaboré, 1987 : 130).

Comme il a préalablement été mentionné, le recours à la nudité semble la dernière option pour les femmes. Elle révèle la gravité d'une situation devenue imparable (Mielcarek, 2015). Cependant, si la nudité est un acte de luttes politiques en main des africaines, il convient de noter que cet acte n'est pas libertaire. Elle n'a pas vocation à exprimer la propriété du corps ni à manifester l'insoumission de ce corps. D'ailleurs, la nudité est davantage sacralisée que lorsqu'elle est d'une mère

« Contrairement à d'autres mouvements, en Europe, comme les Femen qui ont fait couler beaucoup d'encre dans les médias, ces Africaines ne brandissent pas leur nudité comme un geste de liberté. Se déshabiller ainsi, c'est avouer ne plus avoir aucun autre recours possible et n'avoir comme seule solution de mettre dans la balance ce qu'il y a de plus sacré pour beaucoup de cultures africaines : les corps des mères et des filles » (Mielcarek, 2015 : 2).

Bien que l'on pourrait affirmer que la méthode des femen est d'origine africaine, il convient de noter que le recours à la nudité permet d'engendrer des résultats. Le corps comme stratégie de luttes n'est pas une méthode conventionnelle. En cela il perturbe l'ordre social, dérange et couvre de honte la cible de la protestation :

« Depuis 2008 et les premières actions seins nus du groupe féministe ukrainien, les Femen n'ont cessé de créer la polémique. Elles indignent les églises, exaspèrent les conservateurs mais elles divisent aussi les féministes » (Ramasseul, 2013 : 3).

En outre la méthode de la nudité a permis aux Nigérianes d'obtenir leur prise en compte dans les pouvoirs politiques coutumiers et auprès de l'administration britannique. Ainsi, (Ramasseul, 2013) affirme que ce moyen de lutte est d'une grande efficacité et pour cause :

« en 2002, au Nigeria, des femmes en lutte contre la pollution occasionnée par l'industrie pétrolière sont parvenues à paralyser pendant huit jours la plus grande installation pétrolière de la région en menaçant simplement de se dévêtir. Les ouvriers de la raffinerie ont aussitôt abandonné leur poste de crainte d'être victime de «la malédiction de la nudité » (Ramasseul, 2013 : 4).

Au Burkina Faso, les femmes ont également eu recours en 2014 à corps et aux symboles féminins dans le cadre de l'insurrection populaire. Pour D.H., vieille femme, ancienne leader de la société civile,

« les ustensiles de cuisine et autres outils relatifs à la femme sont antinomiques du domaine de l'homme en cas de disputes. Nous avons appris que si une femme lors d'une bagarre frappait son époux avec un balai, celui-ci perdrait irrémédiablement sa virilité. Si cela arrivait, la femme serait obligée de le frapper trois fois, son signe de virilité afin de parer au sort ».

Le corps aussi bien les instruments de représentation de la femme sont des armes aux mains des femmes. Sortir avec ces instruments pour le cas des burkinabè, visait à affirmer la volonté des femmes à affronter et à maudire les leaders politiques de l'époque. Selon le chef coutumier, il est obligé d'accéder à leur requête pour éviter le malheur. Cela expliquerait-il la démission du président Blaise Compaoré ? Dans tous les cas, la sortie des femmes a permis au peuple de franchir une nouvelle étape de sa vie politique.

4. Acquis et stratégies de renforcement de la participation de la femme aux mouvements socio-politiques pour une égalité de genre dans la société

Dans toutes les sociétés, la femme est au cœur du combat pour les droits humains. Sa position vis-à-vis de la gouvernance est un baromètre d'appréciation de la démocratie, de la liberté et de l'égalité de genre dans une société donnée (Ouédraogo, 2014). Une attention plus soutenue accordée aux femmes et aux minorités sociales est un gage d'une participation citoyenne à l'œuvre de construction d'un État « durable » et prospère. Cette partie de la recherche met respectivement en lumière les acquis engrangés à travers les luttes féminines et les mécanismes de renforcement de la participation de la femme auxdits mouvements pour une égalité de genre dans la société.

S'agissant de l'impact de la participation de la femme aux mouvements socio-politiques et au changement social, une constante semble se dégager des discours des enquêtés : la participation des femmes aux mouvements sociopolitiques est un facteur de développement socioéconomique du pays. En effet, elles participent à ces mouvements en tant que citoyennes en faveur d'un développement harmonieux de toutes les couches sociales du pays. Dans le même sens, d'autres répondants relèvent le lien existant entre participation de la femme aux mouvements sociopolitiques et développement, illustré ici par les propos de cet enquêté :

« La femme est au centre de tout et lorsqu'on améliore ses conditions de vie, cela renforce ses capacités de résilience face aux nombreuses sollicitations familiales auxquelles la famille est confrontées. Elle est la vitrine de la prise en charge sanitaire et de l'éducation des enfants. De ce fait, elle est le socle de l'essor socio-économique d'un pays » (M. O, agent à la direction de la formulation des politiques, Ministère en charge de la promotion de la femme).

La lecture faite de ces propos est que l'implication de la femme dans tous les domaines qu'ils soient politique ou social contribue au développement, à la démocratie et c'est aussi une question de justice envers elles. C'est d'ailleurs la position de Rollinde (2010 : 6) pour qui : *« l'articulation entre (...) droits des femmes et droits de l'homme, égalité juridique et démocratie politique est absolue. (...) L'égalité des sexes est indivisible de la promotion de la démocratie »*. De l'avis de certaines interviewées, leur participation peut contribuer au développement dans la mesure où elles pourront défendre leurs causes socioéconomiques et politiques. Sur le plan socioéconomique, une fois dans l'espace public les femmes pourront exposer leurs problèmes tels que la question de financements des projets des femmes, l'accès à la terre, la question de l'emploi à leur profit. Aussi pourront-elles aider la famille dans les soins des enfants et d'elles-mêmes, subvenir aux besoins de la famille d'une manière générale si elles ont les moyens économiques. Sur le plan politique, cela renforcera leur place et rôle dans ce domaine et contribuera à un renforcement de leurs capacités (Niamba, 2016). Les données confirment cette thèse qui soutient que le développement est l'affaire de tous, et de ce point de vue, et comme l'affirme cet enquêté, *« on ne peut pas faire un développement sans les femmes. Elles sont les premières conseillères, elles ont leur mot à dire »*. Leur participation aux prises de décision ou en tant que membres actifs de contre-pouvoirs « légitimes » joue en faveur du développement. La participation des femmes selon des répondants a ainsi amélioré les conditions de vie et de travail des populations notamment

celles de la gente féminine. Au titre des acquis il est couramment cité la loi portant sur le quota genre, la loi sur le positionnement électoral pour des listes alternées aux élections (en cours d'adoption) comme l'affirme cette enquêtée :

« Le lien est visible dans la mesure où les mouvements des femmes ont permis entre autre l'adoption des lois et politiques de protection des femmes, l'adoption des quotas, plus de responsabilisation des femmes dans les postes administratifs et politiques bref l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes et des burkinabè de façon générale » (T. P., femme leader d'organisation de la société civile).

Il ressort également des analyses que les femmes étant numériquement supérieures aux hommes au Burkina Faso (52% de la population, INSD, 2006), le seul effectif constitue une force motrice de changement social pour peu que cette catégorie sociale bénéficie d'une considération dans la sphère socio-économique, pour peu qu'elles se fassent entendre par les décideurs.⁵ Les enquêtés font ressortir en sus, qu'au-delà de leur engagement et conviction, elles sont les mieux placées en termes d'idées et de conseils pertinents pour une gouvernance réussie ainsi que le confirme cet adage populaire cité par une enquêtée qui affirme : *« derrière un grand homme se cache une grande dame et moi j'extrapole pour dire que derrière une grande nation se cachent de grandes dames »*. C'est dire que la participation de la femme apporte un changement à tous les pans de la société. Au demeurant, le sexe féminin étant la couche la plus défavorisée dans une grande partie des domaines de la vie sociale (économique, politique, sociale, éducatif), leur participation leur permet de se faire entendre aux sujets de leurs besoins spécifiques et stratégiques. Ce qui peut alors amener les acteurs politiques à prendre en compte leurs revendications. En prenant en compte leurs préoccupations, leurs conditions d'existence s'améliorent, ce qui impacte positivement le développement du pays tout entier.

En ce qui concerne le mécanisme de renforcement de la participation de la femme pour une égalité de genre, les informations empiriques collectées font ressortir des stratégies diverses et multisectorielles. Toutefois, la vitrine des propositions recommande une association des femmes à toutes les réflexions touchant à l'intérêt national. Au sujet de l'absence des femmes dans les instances de décision, le discours d'une enquêtée (candidate aux dernières élections présidentielles) rapporté par Niamba (2016 : 93) fait ressortir :

« Moi il y a une chose qui m'a frappée. Au départ, le gouvernement a mis en place un collège des sages au moment du mouvement du RSP, il n'y avait que des hommes qui composaient ce comité de sage. Moi j'ai reçu un mail du gouvernement sur les membres du comité et j'ai répondu en disant que c'est bizarre. J'ai dit qu'il n'y a aucune femme parmi eux. Est-ce que cela veut dire que les femmes ne sont pas des sages ? C'est après cela qu'ils ont rallongé la liste en ajoutant des femmes. On a l'impression que pour les hommes, les grandes décisions ne doivent venir que d'eux alors que les femmes peuvent contribuer. Les grands hommes, les grands rois tirent leurs idées de qui ? Elles viennent des femmes, de leurs épouses, des reines ; donc il faut que les hommes se disent que ce n'est pas de se rabaisser que d'associer les femmes aux réflexions ! » (Z. S., leader de la société civile).

Cette faible représentativité de la femme dans les instances de décisions est également mise en évidence par Ouédraogo et Yabré (2015). Selon ces auteurs la prise en compte progressive de la variable participation de la femme s'explique par le mode de participation de la gente

⁵Au cas où elles ne sont pas elles-mêmes impliquées dans les sphères de décisions.

féminine aux mouvements qui ont abouti à l'insurrection populaire au Burkina Faso. En effet, au moment où les hommes étaient organisés soit à travers les partis politiques et les OSC, la participation de la grande majorité des femmes se faisait de manière individuelle et isolée. C'est pourquoi selon des enquêtes, il importe de renforcer les actions de communication pour le changement de comportement afin que les femmes puissent avoir confiance en leur capacité d'assumer des responsabilités et d'être des vecteurs de transformation sociale. Ces propos sont corroborés par cette enquête qui affirme :

« Il faut sensibiliser les femmes à prendre conscience de leur place, leur droit et responsabilité historique aux côtés des hommes pour un Burkina émergent. L'objectif n'est pas d'arriver à construire un mouvement social féminin fort mais que les femmes et les hommes ensemble constituent une force sociale capable de contenir et d'empêcher les dérives des hommes politiques pour un Burkina meilleur, un Burkina nouveau » (A. H., agent à la direction de la formulation des politiques du Ministère en charge de la promotion de la femme).

D'autres enquêtes affirment qu'il faut amener les femmes à aimer la chose politique, les motiver à s'organiser pour défendre leurs intérêts et qu'elles se forment également. C'est surtout leur permettre de s'exprimer librement, les soutenir dans leurs associations, prôner l'égalité entre l'homme et la femme, les encourager dans leurs initiatives surtout celles qui veulent se lancer dans la politique. Ces discours révèlent une fois de plus la corrélation positive qui existe entre participation politique et participation aux mouvements sociopolitiques. L'engagement dans les organisations de la société civile, la formation associative et politique participent à l'émergence du mouvement féminin. De ce fait, il importe de travailler de sorte que les femmes instruites et les non instruites s'impliquent dans la politique afin de dynamiser leur participation aux mouvements sociopolitiques.

Conclusion

En somme, il convient de retenir de cette réflexion que la condition de la femme estimée "douloureuse" n'est pas une fatalité irrémédiable à laquelle cette dernière est vouée. En effet, tout rapport consacré aux femmes africaines et burkinabè en particulier se lit comme un catalogue de souffrances et d'horreurs (Vergès, 2007) avec un déficit d'accès de ces dernières à l'éducation, le travail, l'eau, la sécurité, la santé... Le présent texte révèle qu'à travers l'expression du symbolisme du corps de la femme, les mouvements sociaux féminins engrangent des succès. De ce point de vue, il ressort que la position de la femme vis-à-vis de la gouvernance est un baromètre d'appréciation de la démocratie, de la liberté et de l'égalité de genre dans une société donnée. Une attention plus soutenue accordée aux femmes et aux minorités est un gage d'une participation citoyenne à l'œuvre de construction d'un État durable et prospère au service de tous. Ainsi, le corps humain, celui de la femme, n'est pas seulement un corps biologique mais aussi symbolique et politique.

Bibliographie

BADIE B.

(1992) *L'Etat Importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard.

BALIMA S. A.

(1996) *Légendes et histoires des peuples du Burkina Faso*. Paris : JA Conseil.

BOSERUP E.

(1983) *La femme face au développement économique*. Trad. de l'anglais par Marie-Catherine MARACHE, Paris, PUF.

BOUAZZA, N.

(2013), *Les Femmes n'ont rien inventé du tout : Manifester les seins nus est une méthode déjà maintes fois utilisée par les Africaines*. Récupéré sur Slat Afrique: www.slateafrique.com/130869/les-africaines-nont-pas-attendu-les-femmes-pour-manifester-les-seins-nus, consulté le 12/08/2019.

BOURDIEU P.

(2002), *interventions de 1961 à 2001, science sociale et action*, textes choisis et présentés par POUPEAU Franck et DISCEPOLO Thierry, contre-feux, Marseille.

BOURDIEU P., CHAMBOREDON J. C. et PASSERON J. C.,

(1983), *Le métier de sociologue*, 4^{ème} édition, Paris, Mouton.

DUVAL M.

1986, *Un totalitarisme sans État, Essai d'anthropologie politique à partir d'un village burkinabè*, Paris, L'Harmattan, 184p

GOERG O. (1997).

Femmes africaines et politiques : les colonisées au féminin en Afrique occidentale. CLIO: Femmes d'Afrique n°6.

Huberman A. M. et Miles B. M.,

(1991), *Analyse des données qualitatives*, Paris, recueil de nouvelles de méthodes de Boeck-Wesmael.

HUGON A. (1997),

La contradiction missionnaire. Discours et pratique des missionnaires méthodistes à l'égard des femmes africaines de la Côte de l'Or. CLIO : Femmes d'Afrique n°6.

IZARD M.

(1985) *Gens du pouvoir, Gens de la terre, Les institutions politiques de l'ancien royaume du Yatenga (Bassin de la Volta Blanche)*. s. l. Cambridge University Press.

IZARD M.

(1985) *Le Yatenga précolonial : un ancien royaume du Burkina*. Paris: Karthala.

IZARD M.

(2003) MOOGO. *L'émergence d'un espace étatique ouest-africain au XVIe Siècle*. Paris : Karthala.

KABORE, O.

(1987), *Paroles de femmes (Moose, Burkina Faso)*. Journal des africanistes, tome 57, fascicule 1-2., pp. 117-131.

KANDEM, G.

(2018), *Voici pourquoi la femme de Patrice Lumumba a défilé "nue" en 1961*. Récupéré sur Afrique Mag : www.afrikmag.com, consulté le 12/08/2019.

KERE C.

(2003), *Biographie de Madame KI-ZERBO in Burkina Faso. Cent ans d'histoire, 1895-1995*, sous la direction de Yénouyaba Gorges Madiéga et de Oumarou Nao, Paris, Karthala, pp 1057-1072.

MALONGA, E.

(2014), *Centrafrique : Zemio, des centaines de femmes seins nus protestent contre les violences*. Récupéré sur Bangui.com: <http://news.abangui.com/h/6590.html>, consulté le 13/08/2019.

MIELCAREK, R.

(2015), *Quand les Africaines utilisent leur nudité comme arme politique*. Récupéré sur hedo RFI: www.rfi.fr/hebdo/20150403-africaines-utilisent-leur-nudite-comme-arme-politique-setshwetla, consulté le 12/08/2019.

(MBDHP)⁶,

2004, *Je suis citoyen. Je suis citoyenne*. Ouagadougou : Imprimerie Arts Graphique.

NIAMBA I.

(1996), participation des femmes aux mouvements sociopolitiques de 1998 à nos jours dans la ville de Ouagadougou (Burkina Faso), Université Joseph KI-JERBO, mémoire Master de recherche en sociologie.

OUEDRAOGO A.,

(2014), *Démocratie et Cheffocratie ou la quête d'une gouvernance apaisée au Faso*, Ouagadougou, Presse Universitaire de Ouagadougou.

OUEDRAOGO T. et YABRE M.

(2015), *analyse genre des acteurs de l'insurrection des 30 et 31 octobre 2014 au Burkina Faso*, Association d'Appui et d'Eveil Pugsada, Ouagadougou.

QUIVY R. et CAMPENHOUDT L. V.,

(1995), *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod.

RAMASSEUL, D.

(2013), *Les aïeules africaines des Femen*. Récupéré sur Paris Match le Club: <https://www.parismatch.com/Actu/International/Les-aieules-africaines-des-Femen-518896>, consulté le 12/08/2019.

ROLLINDE M.

(2010), *genre et changement social en Afrique*, Agence universitaire de la francophonie, Paris, édition des archives contemporaines.

ROUAMBA P. I. Z. L.

(2011) *La participation des femmes à la vie politique au Burkina (1957-2009)*, thèse présentée comme exigence partielle du doctorat en sociologie, Université du Québec à Montréal.

SAVONNET-G. C.

(1986) *État et sociétés au Burkina essai sur le politique africain*. Paris : Karthala.

TIENDREBEOGO Y.

⁶ Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP)

(1963), *Histoire traditionnelle des mossi de Ouagadougou*, JSA, 33(1) : 7-46,
Traduction de Robert Pageard.

VERGES F.

(2007), *femmes d'Afrique : le refus de la fatalité*, Association Après-demain | « Après-
demain », <https://www.cairn.info/revue-apres-demain-2007-1-page-7.htm>.